

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

**Arrêté du 29 septembre 2022 portant extension de l'accord interprofessionnel conclu dans le cadre de l'Association interprofessionnelle des fruits et légumes frais (INTERFEL) et relatif à la cotisation *ad valorem***

NOR : AGRT2226055A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (CE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement « OCM unique ») ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 632-1 à L. 632-11 ;

Vu le décret n° 2014-572 du 2 juin 2014 relatif à la reconnaissance des organisations interprofessionnelles ;

Vu le décret n° 2015-226 du 26 février 2015 relatif aux modalités d'extension des accords conclus par les organisations interprofessionnelles agricoles ;

Vu l'arrêté du 6 février 2015 relatif aux demandes d'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 1976 portant reconnaissance de l'Association interprofessionnelle des fruits et légumes frais (INTERFEL) ;

Vu les statuts d'INTERFEL, modifiés le 3 décembre 2019 ;

Vu l'extrait du procès-verbal de la conférence des organisations professionnelles nationales du 6 juillet 2022 ;

Vu l'accord interprofessionnel du 6 juillet 2022 relatif à la cotisation *ad valorem* conclu par les organisations professionnelles membres d'INTERFEL,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les dispositions de l'accord interprofessionnel relatif à la cotisation *ad valorem*, signé le 6 juillet 2022 dans le cadre de l'Association interprofessionnelle des fruits et légumes frais (INTERFEL), sont étendues à tous les membres des professions constituant cette organisation interprofessionnelle du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2025, à l'exclusion de la mention « *ainsi que les pénalités de retards applicables* » dans le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article V.

**Art. 2.** – L'extension des dispositions de l'accord interprofessionnel du 6 juillet 2022 relatif à la cotisation *ad valorem* ne concerne pas les produits suivants :

- lentilles ;
- pois-chiches ;
- soja.

**Art. 3.** – L'accord interprofessionnel est publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (BO Agri), et peut être consulté à l'adresse suivante : [http://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/document\\_administratif-0b3f09fc-508d-450c-8bd4-65fc2415983e](http://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/document_administratif-0b3f09fc-508d-450c-8bd4-65fc2415983e).

Il peut également être consulté :

- au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, bureau fruits et légumes et produits horticoles, 3, rue Barbet-de-Jouy, 75349 Paris SP 07 ;
- au siège d'Interfel, 97, boulevard Pereire, 75017 Paris.

**Art. 4.** – La directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et la directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 septembre 2022.

*Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,*  
Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des produits  
et des marchés agroalimentaires,*  
A. BIOLLEY-COORNAERT

*Le ministre de l'agriculture  
et de la souveraineté alimentaire,*  
Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice  
Filières agroalimentaires,*  
E. LEMATTE